

Le communisme en Amérique latine

Rome, 20 juin (KIFA) Radio Vatican en italien a cité longuement l'interview accordée à 'L'Avvenire' par Mgr Marco Gregorio McGrath, archevêque de Panama et premier vice-président du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM).

Evoquant le problème de la violence en Amérique latine, le prélat a notamment déclaré : "Ce qui se trouve à l'origine de la conviction qu'il ne sera pas possible de réaliser sans violence les changements requis par notre société, c'est le fait - assure-t-on - que la structure sociale et politique est contrôlée par le pouvoir politique. C'est également qu'en de nombreux pays, le pouvoir politique et économique est concentré dans les mains de groupes restreints, intéressés à maintenir le statu-quo. C'est enfin la conviction que, souvent, ces groupes sont en relations étroites avec les grandes puissances économiques internationales qui, à leur tour, ont tout intérêt à maintenir en place les structures actuelles."

"On en conclut, a poursuivi l'archevêque de Panama, que l'unique façon d'obtenir les changements souhaités ne peut être que de lutter contre ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique et dont dépendent les changements."

Mais Mgr McGrath rejette une telle solution, comme une réaction par "la terreur et l'assassinat", dont on ne peut prévoir l'aboutissement. Il se réfère aux conclusions de la conférence de Medellin et demande un travail de "mobilisation et de formation", par l'intermédiaire de "groupes de base" destinés à encadrer les paysans.

"Le communisme a un attrait réel pour la jeunesse, pour ceux qui sont le plus désireux de changements, conclut le vice-président du CELAM. Non pas en tant que communisme scientifique, mais plutôt par ce qu'il comporte d'idéalisme : un esprit d'universalité, la possibilité offerte à chacun de trouver un point de départ commun. A cela, la réponse de Medellin est dans le sens d'une présence effective de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. Pour le moment, on souligne que le dialogue doit être mené sur la base des points communs, par exemple dans le domaine social, mais en maintenant toujours fermement la position et la dimension spirituelle chrétienne. Autrement, on viderait notre foi de son contenu."

rencontre œcuménique européenne

s'est poursuivie par une séance académique au palais des congrès, en présence du roi et de la reine. lecture fut donnée d'un message de frère roger schutz, prieur de taizé. les participants ont ensuite entendu deux exposés sur

le défi du tiers-monde à l'europe,

prononcés respectivement par dom helder camara, archevêque d'olinda et de recife, au Brésil, et m. pronk, nouveau ministre néerlandais du développement, de confession protestante.

le rôle politique des églises

dom helder camara a commencé son exposé en soulignant l'urgence nécessaire, pour les églises, de dépasser certaines dichotomies inadmissibles: entre corps et âme, entre temps et éternité, entre humanisation et évangélisation, entre évangélisation et politisation. trop souvent, le monde a été présenté comme synonyme de péché, la véritable spiritualité consistant alors à arriver le plus rapidement possible, libres de contacts humains, à la maison du père, comme si le chrétien était dispensé de participer pleinement aux problèmes du prochain, du voisin, de la communauté. l'homme, a rappelé dom camara, est co-créateur, et "ce serait de l'opium pour le peuple de prêcher l'acceptation pure et simple des injustices de cette vie en invoquant les souffrances du christ et l'espérance de la récompense éternelle". l'éternité commence donc ici, et il est impossible d'accepter la séparation totale entre évangélisation et humanisation. les deux interfèrent. devant l'image laissée par les chrétiennes, a déclaré dom camara, on comprend la crainte des technocrates et des gouvernements à ce qui leur paraît une ingérence indue de l'église en politique. l'évêque brésilien a invité les participants à s'unir "pour revendiquer comme exigence de l'évangile la préoccupation de la politique dans le sens large et vaste des préoccupations du bien commun". sans doute ne s'agit-il pas de prétendre aboutir à des syndicats chrétiens et à des coopératives chrétiennes, a-t-il poursuivi, faisant état de l'expérience douloureuse, en plusieurs pays, qui enseigne que des partis "de nom chrétien deviennent le plus souvent les refuges réactionnaires les plus enragés". "unissons-nous, a-t-il conclu, pour repousser le cloisonnement dans les limites de la sacristie et la réduction de l'action pastorale à la simple charge des problèmes spécifiquement spirituels et extra-terrestres".

proclamer une théologie de la libération

dom camara a poursuivi en soulignant que la minorité qui retenait

Rio de Janeiro, 30 mai (KIPA) Le document publié dans la première quinzaine de mai par les évêques et les supérieurs religieux du Nord-Est du Brésil traite non seulement de problèmes économiques et sociaux, mais encore de problèmes politiques.

"La constitution est dominée par l'acte institutionnel No 5 qui met entre les mains de l'exécutif le pouvoir total et suprême de trancher n'importe quelle question de la manière qui lui convient", déclare le document.

"L'autonomie des autres pouvoirs a été réduite au profit de l'exécutif. Les partis politiques manquent d'indépendance pour prendre des décisions. L'inviolabilité du domicile, l'habeas corpus, le secret de la correspondance, les libertés de presse, de réunion et de la libre expression de la pensée, sont des droits qui ont été retirés au peuple", poursuivent les évêques.

Le texte dénonce ensuite "le terrorisme officiel qui institue son contrôle par l'espionnage intérieur de la police secrète et l'accroissement de la domination de l'Etat sur la vie privée des citoyens, ce qui implique le recours fréquent à la torture et au meurtre".

Les évêques affirment en outre que "dans le domaine économique, a eu lieu la plus grande offensive de toute l'histoire du Brésil en faveur de la pénétration des capitaux étrangers."

Le prétendu miracle économique n'a profité qu'à un quart de la population et a pour résultat que "les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres". Au cours des dix dernières années, vingt pour cent de la population ont accru leur part dans le revenu national de 54,4 à 64,1 pour cent, tandis que celle des autres 80 pour cent a diminué de 45,5 à 36,8 pour cent. Un pour cent des habitants accaparent plus de la moitié des revenus de l'ensemble de la population.

"L'absence de liberté, la violence de la répression, les injustices et l'appauvrissement du peuple, ainsi que l'alignement des intérêts nationaux sur le capital étranger, rien de tout cela n'est un signe que le Brésil a trouvé sa voie pour s'affirmer historiquement", soulignent avec force les évêques, qui ajoutent :

"Les effets du système en vigueur dans le pays se sont sentir le plus lourdement au nord-est, en raison de l'archaïsme des structures économiques et sociales responsables du degré de pauvreté de la région".

Affirmant que "le contrôle de la terre et du capital par des minorités, dont les intérêts s'opposent à ceux de la grande majorité du peuple, constitue la clé pour comprendre la situation de pauvreté, d'oppression et d'injustice sociale en vigueur au nord-est", les évêques reconnaissent que "l'Eglise n'a pas toujours été fidèle à sa mission" et qu'elle a souvent "favorisé les puissants de la finance et de la politique au détriment du bien commun".

"Nous nous engageons dans une révision profonde de notre attitude d'amour pour les opprimés", affirment les évêques, qui soulignent ensuite : "Nous ne pouvons attendre passivement, sans rien faire, l'heure de la restauration de toutes choses, et l'espérance chrétienne exige de nous une présence active".

Sur le plan économique et social, le document, citant des statistiques de la direction pour le développement du nord-est du Brésil, indique que, dans cette région, le revenu par tête d'habitant est "un peu au-dessus de 200 dollars, soit à peu près la moitié du revenu par tête du Brésil". (...) "Le non-emploi et le sous-emploi atteignent des indices alarmants dans cette région, où 21 pour cent des personnes en âge de travailler ne peuvent utiliser leur capacité de travail ou ne l'utilisent que très partiellement", ajoute le document.

Les évêques soulignent que la famine revêt dans la région "les caractéristiques d'une épidémie" et que la malnutrition se manifeste de manière aiguë dans certains secteurs.

Les prélats considèrent, en outre, comme "très grave" la situation dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'habitat : 60 pour cent de la population du nord-est est analphabète.

L'état de santé des populations du nord-est est déficient, ajoute le document, qui indique que 1.200.000 personnes souffrent de maladies dues à la faim, et que le taux de mortalités due à la tuberculose est de 80 pour 100.000 habitants. Il y a 100.000 tuberculeux dans la région, et les maladies contagieuses sont responsables de 22 pour cent des décès. Quant à la mortalité infantile, elle est la suivante : sur 1000 nouveau-nés, 180 meurent à la naissance et 470 avant l'âge de cinq ans.

En ce qui concerne l'habitat, selon les statistiques officielles du premier trimestre de 1970, il manque 2.300.000 unités d'habitation dans le pays.

Ce texte a été signé le 6 mai par trois archevêques - dont Mgr Helder Pessoa Camara, archevêque d'Olinda et Recife - et dix évêques, ainsi que par les supérieurs des religieux exerçant leur apostolat dans le nord-est. Il a été immédiatement saisi par les autorités.

+ M. Paul Schnyder von Wartensee

---

(73)

Lucerne, 30 mai (KIPA) M. Paul Schnyder von Wartensee, historien de l'art connu, est décédé à Lucerne dans sa 76ème année. Le défunt s'était acquis de grands mérites au service de l'Ordre de Malte et de l'Ordre des Chevaliers du Saint-Sépulcre. Il était, depuis plusieurs années, membre de la 'consulta' de l'Ordre souverain de Malte.